

**Commission : Conseil des experts sur la sécurité mondiale**

**Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?**

**Nom du think tank : *European Policy Centre***

### **1. De quelle manière le think tank est concerné par le sujet ?**

La protection des civils est au cœur des priorités du European Policy Center (EPC). Dans un monde marqué par une brusque réapparition des conflits armés, la multiplication des guerres hybrides et une diplomatie recentrée sur l'unilatéralisme, l'EPC considère que seule une approche, liant sécurité humaine, résilience numérique et aide humanitaire, peut garantir une véritable protection des populations.

Sur le terrain, nous constatons que les populations civiles restent les premières victimes des conflits. A l'Est de la République Démocratique du Congo les milices armées exploitent les ressources naturelles au détriment de la sécurité des habitants. En Palestine, les bombardements et restrictions humanitaires empêchent l'accès aux soins et à la nourriture. En Ukraine, les frappes sur les infrastructures civiles privent les populations d'électricité, d'eau et de services de santé. Ces situations démontrent que la protection des populations ne concerne plus uniquement l'aspect militaire mais se doit d'inclure une diplomatie préventive, des mécanismes de garantie du respect du droit humain et une sécurisation des infrastructures essentielles.

L'EPC a déjà démontré son engagement sur ces questions par divers projets et actions. À travers le programme "Europe in the World", le think tank a organisé des dialogues politiques sur la guerre en Ukraine: "Peace in Ukraine, Europe's security and the role of Europe at the negotiation table", et sur le conflit à Gaza: "The war in Gaza: Any paths towards a long lasting ceasefire?", qui ont eu lieu respectivement le mercredi 26 mars 2025 et le jeudi 3 avril 2025, en réunissant: des diplomates, des consultants d'autres think tank, tel que "International Crisis Group" ou "The Washington Institute for Near East Policy", et représentants des populations civiles pour réfléchir à des solutions de cessez-le-feu durables et à la protection des populations. A fortiori, le Centre accorde de l'importance à la protection des civils en déplacement, la migration et l'intégration professionnelle des réfugiés ukrainiens font partie du projet : "The labour inclusion of Ukrainian refugees" de l'EPC.

## 2. Que propose le think tank ?

Par le biais de ces dialogues politiques, le centre a proposé plusieurs solutions pour assurer la sécurité des civils dans ces zones de conflits. En effet nous proposons : un renforcement de la défense européenne en collaboration avec l'OTAN, la mise en place de cessez-le-feu durables ainsi qu'une meilleure protection des infrastructures critiques.

Face à l'essor des guerres hybrides, l'EPC souligne que les cyber-attaques sont une menace directe pour les civils, en effet les groupes de hackers, tel que le réseau prorusses "NoName057" démantelé en juillet dernier, peuvent porter atteinte aux hôpitaux et réseaux énergétiques. Le centre, dans le cadre du projet European Defence & Security Project (DefSecEU), contribue au renforcement de la sécurité et de la défense européenne en mettant en avant la résilience face aux menaces hybrides. Il est essentiel de promouvoir de nouvelles normes internationales pour réagir efficacement face à ces nouvelles pratiques en temps de conflit.

L'EPC comprend que le terrorisme est un danger considérable pour la sécurité des civils, qu'il soit transnational, et mené par des organisations comme Daech ou Al-Qaïda, ou régional. Pour y répondre, le Centre recommande : de renforcer la coopération internationale en matière de renseignement entre l'UE, l'OTAN et les organisations régionales partenaires, d'investir dans la prévention de la radicalisation par des programmes éducatifs, et de réguler les espaces numériques pour limiter la diffusion de contenus extrémistes. Nous soulignons également l'importance de protéger les infrastructures critiques tel que : les hôpitaux, transports et réseaux énergétiques, afin de limiter l'impact des attentats sur les populations civiles. Les attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles, qui ont causés la mort de 32 civils, illustrent tragiquement les conséquences du terrorisme sur les populations vulnérables.

La criminalité organisée représente une autre menace majeure pour la sécurité civile, en favorisant les conflits armés et en exploitant les populations vulnérables à travers le trafic d'armes, de drogue, de minerais et d'êtres humains. L'EPC recommande de couper les circuits de financement des groupes criminels en renforçant la transparence et la régulation des flux financiers internationaux, tout en consolidant la coopération entre Europol, Interpol et les forces nationales afin de démanteler ces réseaux criminels. Le think tank insiste aussi sur la nécessité d'agir contre le lien entre criminalité organisée et conflits armés. En effet, en République démocratique du Congo les milices armées exploitent illégalement les ressources minières, ce qui favorise la fragilisation de la sécurité des civils dans un contexte de conflit avec le Rwanda. De plus, le trafic de migrants en Méditerranée est souvent organisé par des mafias, ce qui démontre comment la criminalité organisée profite directement la vulnérabilité des civils en quête de sécurité.

Nous considérons que pour protéger durablement les civils, il est nécessaire de combiner prévention, protection et résilience, tout en favorisant la coopération multilatérale. Le Centre est prêt à mettre son expertise au service des institutions internationales afin de construire des solutions collectives où les civils sont au centre de la sécurité mondiale.